

L'ouverture et le développement économique en Algérie

Chahida Kifani *

Résumé

L'ouverture, semble être aujourd'hui un catalyseur de la croissance économique tant dans les pays émergents que dans les pays développés. Plusieurs études empiriques incluant (Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995)), ont identifié un effet positif de l'ouverture sur la croissance notamment le développement.

Dans un tel contexte et depuis les années quatre-vingt dix, l'Algérie a montré sa volonté, a adopté une stratégie de développement basée sur l'intégration de son économie à l'économie mondiale. L'objectif de ce travail est d'évaluer l'impacte de l'ouverture sur le développement économique en Algérie, couvrant les années (1994-2014)*.

Mots clé : balance commerciale, développement économique, économie Algérienne, ouverture économique.

الانفتاح الاقتصادي والتنمية الاقتصادية في الجزائر

شهادة كيفاني *

الملخص

يعد الانفتاح الإقتصادي من بين العوامل الأساسية للنمو الإقتصادي في الدول النامية كما في الدول المتقدمة، العديد من الدراسات اكدت ذلك الاثر الايجابي للانفتاح امثال (Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995)). في هذا الصدد ومنذ التسعينيات ابدت الجزائر ارادتها في تبنيها عدد من استراتيجيات التنمية للاندماج الى الاقتصاد العالمي. وعليه فالهدف من اعداد هذا البحث هو تقييم اثر الانفتاح الإقتصادي على التنمية الاقتصادية في الجزائر خلال الفترة 2014/1994.

الكلمات المفتاحية : انفتاح إقتصادي، اقتصاد جزائري ، تنمية اقتصادية ،ميزان التجاري.

*Maitre de conférence -B- Laboratoire MIFMA, Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Tlemcen Algérie, kifanichahida@yahoo.fr.

* Le but de choisir cette période (1994-2014), dépend sur la nature de l'économie Algérienne, Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché en Algérie était qu'a après 1994.

* استاذة محاضرة -ب- كلية العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير، مخبر جامعة تلمسان، الجزائر ، kifanichahida@yahoo.fr.

Introduction

La politique de l'ouverture consistant principalement à encourager la croissance des exportations et à attirer les IDE, a tourné une nouvelle page de l'histoire de développement économique dans le monde, afin de réaliser une croissance durable. L'insertion de l'économie algérienne dans une économie globale et régionale est conditionnée par l'ouverture. Des réformes économiques sont engagées depuis 1994 (le PAS et la politique de relance économique) afin de répondre à ces conditions et finaliser les processus d'insertion. L'Algérie s'engage dans un projet de démantèlement des barrières tarifaires et non tarifaires de son commerce. En bref, l'Algérie, confrontée au phénomène de la mondialisation économique, est appelée à utiliser correctement ses atouts pour la réalisation d'une croissance économique durable qui va lui permettre de se tailler une place sur le marché mondial. Dans ce cadre, l'Algérie a adopté au cours des années 2000 une stratégie de développement basée sur l'intégration de son économie à l'économie mondiale. Grâce au programme économique qui renforce la situation économique de l'économie nationale et aux engagements pris avec l'UE, ce qui pourrait à long terme assurer une croissance soutenue et durable et renforcer sa compétitivité. Cette libre circulation des capitaux et des biens devient un moyen important, elle est de plus en plus qualifiée comme un rattrapage économique. Donc notre problématique est sous-tendue par la question suivante :

Peut-on identifier un lien positif entre l'ouverture économique et le développement ?

Introduction

I. Littérature sur l'ouverture

1. Les analyses théoriques
2. Quelques études empiriques récentes

II. L'ouverture et le développement économique : Bref aperçu sur l'ouverture en Algérie

1. Les effets du PAS sur la balance commerciale.
2. Les effets du PRE sur la balance commerciale
3. Les échanges algériens par partenaire entre 2005 et 2009
4. L'évolution du commerce extérieur au cours de la période considérée

2010/2014

Conclusion

I. Littérature sur l'ouverture

3. Les analyses théoriques

Sur le plan empirique, l'ouverture économique dans les pays en développement fait l'objet de nombreux travaux. Beaucoup d'auteurs s'y sont consacrés et ont contribué à cette littérature. Les débats sur le lien existant entre ouverture commerciale et développement sont apparus lors de la Révolution Industrielle avec, par exemple, les revendications autour de l'abolition de corn laws en Angleterre et l'imposition du traité de libre échange franco-anglais par Napoléon III.

Les conclusions empiriques sont renforcées par des analyses théoriques qui explicitent le lien ouverture économique – croissance. Les analyses des économistes classiques (Smith – 1776, Ricardo – 1817) : ouverture permet un gain d'efficacité (division du travail, économie de facteurs de production). en outre les analyses modernes mettent l'accent sur des facteurs dynamiques liés à l'ouverture : diffusion des innovations (en particulier via les importations de biens d'équipement), d'économies d'échelle grâce au développement des exportations, diffusion des gains de productivité réalisés dans les secteurs modernes dans l'ensemble de l'économie, accès au stock mondial de connaissances (perspective de la croissance endogène).

Ce débat sur le rôle positif de l'ouverture internationale sur la croissance économique a été conduit en utilisant des données agrégées au niveau des pays ou des industries. Plusieurs études empiriques incluant, Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995), ont identifié un effet positif de l'ouverture (exprimée par le niveau des tarifs douaniers, les barrières non tarifaires, le taux de change réel, etc.) sur la croissance (représentée par le taux de croissance du revenu ou le niveau de revenu par tête). Plusieurs recherches faites sur le sujet concluent que la multiplication des échanges permet aux pays concernés d'obtenir une croissance de la productivité. Dans tous ces travaux, le mécanisme par lequel l'ouverture affecte la croissance est encore sujet de débat. Certaines études ont affirmé que la libéralisation commerciale permet une croissance plus rapide, alors que d'autres prônent les avantages d'une ouverture modérée. Toutefois, la majorité de ces études macroéconomiques fait face à des problèmes de nature empirique liés à la qualité et à la nature des données exploitées, comme le souligne Edward (1993) et Rodrik (1995). En effet, il existe une difficulté dans la définition de l'ouverture, puisqu'elle est le plus souvent associée directement au régime commercial libéral (faible protection tarifaire et non tarifaire), mais ce concept est rarement utilisé dans les études empiriques. Certains chercheurs introduisent des composantes non liées au commerce, comme l'ont affirmé Rodriguez et Rodrik (2001). Beaucoup utilisent le taux d'ouverture, mais dans ce cas apparaît un problème de biais d'endogénéité dans l'utilisation d'une mesure directe de l'ouverture, car les variables de l'échange (exportations et importations) sont endogènes au niveau de revenu. Mais, il est difficile de penser que seules ces variables de politique commerciale puissent expliquer correctement l'évolution et le niveau du revenu national. Stiglitz ¹(2007) précise toutefois que l'ouverture commerciale est la situation où un pays n'oppose que de faibles barrières aux importations. Il la distingue de la libéralisation commerciale externe qui n'est autre que le processus de réduction de ces barrières. L'ouverture commerciale serait donc le résultat de la libéralisation commerciale externe.

4. Quelques études empiriques récentes

Pour **Kraay (1998)**, les effets de la l'ouverture dépendent de certaines pré-conditions concernant les politiques économiques et l'environnement institutionnel.

La relation entre l'ouverture économique et le développement économique est positive, comme souligné **Fantagne et Mandher (2000)**.

Berument et Burak (2003), ont étudiées l'impact de l'ouverture commerciale sur l'efficacité de la politique monétaire en turque en utilisant la masse monétaire comme variable, les résultats de cette étude étaient négatifs sur le BIP et l'inflation. L'ouverture commerciale ne peut être

positive sur la croissance économique des pays que si l'environnement économique des états être au niveau des normes économiques international, (comme les institutions économiques, les infrastructures, la flexibilité du marché du travail...) pour être face à la concurrence internationales d'après **Chang et autre (2005)**, étude sur 22 pays développés et 20 pays en développements.

Les travaux de **Klein (2005)** démontrent que l'ouverture a un impact positif sur la croissance pour les pays à revenu moyen supérieur. Les pays à faible revenu ne sont pas concernés par cet effet positif. Ce résultat peut donc être expliqué par la différence au niveau du développement entre les deux groupes de pays. Il montre que les effets de la libéralisation du compte de capital sur la croissance dépendent de l'environnement dans lequel a lieu cette libéralisation et plus précisément de la qualité institutionnelle.

II. L'ouverture et le développement économique : Bref aperçu sur l'ouverture en Algérie

5. Les effets du PAS sur la balance commerciale.

Les fondateurs des plans d'ajustement structurel (les pays développés, le FMI et la banque mondiale), font de sorte que la relation sera très forte et homogène entre les échanges et les plans d'ajustement structurel. En effet, une économie qui s'ouvre sur le monde doit ajuster son fonctionnement aux règles de libre échange, en même temps le PAS considère l'ouverture économique comme un des principaux axes pour redynamiser les économies en développement. Autrement dit « les échanges et le renforcement de la capacité commerciale peuvent aussi faire partie intégrante du processus d'ajustement lui-même »²

Dans cette perspective, nous allons voir les conséquences de l'application du PAS sur la balance commerciale ainsi que le taux d'ouverture de l'économie.

Tableau 01:

La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1994 et 1998

	1994	1995	1996	1997	1998
Exportations	8907	10260	13476	13723	10054
Importations	9693	10789	9098	8687	9820
Balance commerciale	-786	-529	4378	5036	234
Taux d'ouverture	48,58	55,19	53,70	52,24	45,09

Source : -Ministère des finances : <http://www.multimania.com/algeriafinance>.

- <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MAR/fr/NE.RSB.GNFS.ZS.html>.

La balance commerciale (dans une économie centralisée et plus ou moins fermée) a été déficitaire dans la période qui s'étale de la fin des années 1980 jusqu'au milieu des années 1996 (1986-1995), menant l'Algérie à une situation de cessation de paiement de sa dette. Pour dépasser cette crise, l'Algérie a appliqué un plan d'ajustement structurel qui a été conditionné par la libéralisation du marché (dans le but de maximiser les exportations et de réduire les importations).

Théoriquement ces buts sont atteints. visiblement l'évolution était erratique dans cette période, elle a fait passer la balance commerciale d'une position déficitaire : -786 millions de dollars en

1994 à une autre excédentaire de plus de 5 milliards en 1997, pour qu'elle régresse en 1998 (suite à la crise asiatique déjà évoquée) mais reste positive en enregistrant 234 millions de dollars (voire tableau ci-dessus). Le rétablissement des grands équilibres : un déficit budgétaire équilibré, une balance commerciale excédentaire...etc. Ces résultats ont été bien appréciés par les institutions architectes du PAS (le FMI et la Banque Mondiale).

Pratiquement cette évolution semble artificielle car elle dépend toujours des recettes des hydrocarbures (96% des exportations), et que grâce à l'augmentation des prix de ces derniers ainsi qu'à l'augmentation des quantités produites de gaz et de pétrole pour répondre à la demande mondiale en croissance, que la balance enregistre cet excédant.

Le même constat est valable pour le taux d'ouverture, tout comme la balance commerciale. Un premier aperçu nous donnera une impression que le PAS l'a fait progresser, précisément en 1995 quand il est passé de 48,58% à 55,19%. Il décroît dans les trois années qui suivent, pour atteindre 45,09% en 1998 (plus bas qu'il était avant les processus d'ajustement). Cela veut dire qu'il n'était pas question d'une ouverture économique seulement, mais d'une dépendance intégrale des exportations algériennes des recettes des hydrocarbures. La seule explication de cette baisse (taux de l'ouverture) est la baisse des prix de ces derniers de 24,3 dollars en début d'année 1997 à 17,8 dollars le baril au mois de décembre.

Enfin, la libération économique, dans sa dimension commerciale n'a changé que le statut des importations. Le PAS n'a fait que multiplier le nombre d'importateurs, ils remplacent progressivement les entreprises étatiques qui tenaient jusqu'ici les clés de ce secteur. Cette classe émergente d'importateurs va se concentrer dans l'importation de biens de consommation finale et de produits semi-finis (voire tableau des importations). La demande est doublement comprimée par l'ajustement d'un côté -les institutions internationales exige dans le cadre du PAS de baisser les importations afin d'atteindre l'équilibre budgétaire, de supprimer les subventions que l'Etat octroyait au produits de premières nécessité (lait, pain, sucre....etc.) ainsi que la suppression des postes d'emploi (jugés sur effectif) afin de redynamiser les entreprises- et par le comportement oligopolistique des importateurs d'un autre côté (la flambée des prix des produits baisse la demande).

Le désengagement de l'État des activités productives et commerciales et la réorientation du système bancaire pour qu'il soit axé sur les règles du marché, va imposer des contraintes budgétaires aux entreprises étatiques comme privées. Les prix s'envolent et les salaires stagnent, le pouvoir d'achat s'effondre et la pauvreté touche la couche dite moyenne auparavant « Si la poussée de l'indice des prix des produits alimentaires est déjà très forte, dès 1990 (23%), elle s'accélère en 1992 et 1993 (25%) pour atteindre son niveau le plus élevé en 1994 (41,3%). En 1995, la progression reste encore très vive (31%) et ne faiblira qu'à partir de l'année suivante (19,7%, en 1996 et 5,7%, en 1997) »³L'achèvement du PAS en 1998 marque le premier pas vers l'ouverture, le deuxième pas « PRE » mobilisera-t-il les moyens nécessaires pour une plus grande ouverture, afin de remplir les conditions d'adhésion à l'OMC?

6. Les effets du PRE sur la balance commerciale

L'environnement économique a complètement changé dans cette période. Les processus de réformes engagés par l'État à travers le plan de la relance économique et puis les deux plans de soutien à ce dernier « PSRE et PSCRE », ainsi que le l'installation de l'Agence Nationale de développement de l'investissement « ANDI » et l'Agence nationale de soutien à l'emploi de

jeunes « ANSEJ * ». Les entreprises publiques deviennent des entreprises publiques économiques « EPE » autonomes autogérées, dont les plus importantes d'entre-elles sont privatisées (SIDER, ENAD, Complexe de production de l'acier d'El Hadjar...etc.). Ces mesures ont été prises pour la création d'une dynamique interne de l'économie selon des normes libérales où l'État n'est plus un acteur économique, mais il joue un rôle de régulateur du marché comme partout dans le monde.

Dans cette perspective le monopole qu'exerçait l'État dans le commerce extérieur n'a plus lieu, la preuve qu'en 1999 les engagements des importations du secteur privé ont enregistré 59,7% du total des engagements. Les opérateurs locaux comme étrangers accèdent librement au commerce extérieur algérien, et l'harmonisation des tarifs douaniers qu'on a vus avant en témoignent. Alors visiblement, le marché algérien plus selon les normes internationales de l'offre et de la demande. Quelle est l'effet de ce changement sur la balance commerciale et le niveau de l'ouverture de l'économie algérienne ?

Tableau 02 :

La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1999 et 2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exportations (millions de\$)	12542	21692	19132	18825	24612	32083	46001
Importations (millions de\$)	9730	9962	9940	12009	13534	18308	20357
Balance commerciale (millions de\$)	2812	11730	9192	6816	11078	13775	25644
Taux d'ouverture %	50,49	62,53	57,85	60,47	62,14	65,72	71,1%
Prix moyen du pétrole en\$	17,88	28,39	23,33	24,98	28,9		54,33

Source : -Ministère des finances : <http://www.multimania.com/algeriafinance>.
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MAR/fr/NE.RSB.GNFS.ZS.htm>

La balance commerciale reste positive pour la septième année, l'excédent commercial enregistré pour l'année 2005 est de 25,64 milliards de dollars, un record qu'on ne pouvait pas imaginer en 1998 où l'excédent était de 234 millions de dollars. L'Algérie consolide sa position extérieure, les exportations comme les importations sont doublées dans quatre ans, cet excédent issu de l'importante hausse des exportations, et en grande partie de la flambée des prix de pétrole (54,33\$) a permis d'enregistrer une augmentation de 43% des recettes par rapport à la même période en 2004. Les exportations hors hydrocarbures restent négligeables avec 1,97% du volume global des exportations.

Il en résulte une situation confortable par rapport au taux de couverture des importations par les exportations ; 226 % en 2005 contre 175 % pour l'année 2004. Dans ces perspectives, la croissance du PIB reste toujours très favorable, une moyenne de 5,5% sur cinq ans consécutifs, le PIB passe de 47 milliards\$ en 1999 à 113,6 en 2005. Malgré ces indicateurs très favorables,

* L'ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des jeunes, c'est une institution publique créée en 1996, chargée de l'encouragement, du soutien et de l'accompagnement des jeunes chômeurs porteurs de projets de création d'entreprise

l'économie algérienne est loin d'atteindre ses objectifs, qui consistent à diversifier les recettes, elle demeure une économie de rente.

Les mesures prises dans le cadre de la politique de relance économique, envisagent plus d'ouverture et restriction du monopole exercé par l'Etat, font accroître le taux d'ouverture de l'économie algérienne (**ce qu'on a vu avec J. Sachs et A. Warner par rapport aux droits de douane ainsi que les poids des entreprises Etatiques dans la sphère économique est valable pour l'Algérie qui a baissé les tarifs douaniers et son intervention dans les entreprises publiques**) il passe de 45,09% à 50,49% un an après l'achèvement des processus d'ajustement structurels. La multiplication des exportations et des importations dans cette période accélère le rythme de croissance de l'ouverture, le taux est de 71,1% en 2005. L'évolution de ce taux est très sensible au prix du pétrole, la baisse de ce dernier induit la baisse de premier, l'année 2001 est le meilleurs exemple dès que les prix ont baissés à 23,33\$ (il étaient à 28,39 en 2000) le taux d'ouverture décline à 57,85% (il était à 62,53%), le même scénario ce reproduit mais cette fois-ci à l'inverse, dès que les prix du pétrole renouent avec la hausse en 2002(24,98\$) le taux d'ouverture augmente à 60,47%.

La pierre angulaire sur laquelle l'ouverture s'est construite est l'adhésion à l'OMC, jusqu'ici conditionnée par l'ouverture du marché à la concurrence et le démantèlement tarifaire qui semble rempli, notamment pour les tarifs douaniers d'après le rapport du FMI pour l'année 2001 : le tarif douanier moyen simple est de 24% en Algérie comparant a celui de la Tunisie 25%, ou encore marocain 26%, alors que ces deux derniers sont membres depuis 1995. Le taux d'ouverture enregistré ces dernières années est largement plus fort que celui des pays développés, en 2005 il est de 71,1% contre 53,14% pour la France. Cependant on continu à réclamer plus d'ouverture pour que l'Algérie puisse un jour adhérer à l'OMC.⁴

7. Les échanges algériennes par partenaire entre 2005 et 2009

On ce qui concerne les importations algériennes après la signature des accords d'association, les retombés en matière fiscales sont déjà là. Après 3 mois de l'application des ces accords la direction de douane enregistre 12,4 milliards de DA de droit de douane sur les importations venues de l'UE dans ce trimestre, par rapport a 13,6 milliards dans la même période en 2004. La même chose pour la TVA dans la même période elle tombe de 17,1 milliards de dollars à 15,6 milliards.⁵ Selon le tableau 03 suivant :

Tableau03 :**Les Exportations Algérienne avant et après l'entrée en vigueur des accords d'associations avec l'UE en septembre 2005 (valeurs en millions de dollars).**

Exportations	2004		2005		2006		2007		2008		2009	
	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)
Total	32083	100	46001	100	54 613	100	60 163	100,00	79 298	100,00	43 689	100,00
U.E	17396	54,22	25593	55,64	28 750	52,64	26 833	44,60	41 268	52,04	23 334	53,41
O.C.D.E. (hors UE)	11054	34,45	14963	32,53	20 546	37,62	25 387	42,20	28 608	36,08	13 781	31,54
AUTRES PAYS D'EUROPE	91	0,28	15	0,03	7	0,01	7	0,01	10	0,01	9	0,02
AMERIQUE du SUD	1902	5,93	3124	6,79	2 398	4,39	2 596	4,31	2 874	3,62	1 860	4,26
ASIE	683	2,13	1218	2,65	1 792	3,28	4 004	6,66	3 764	4,75	2 850	6,52
OCEANIE	-	-	-	-	-	55	0,09	-	-	-	-	-
PAYS ARABES (hors UMA)	521	1,62	621	1,35	591	1,08	479	0,80	793	1,00	758	1,73
PAYS du MAGHREB	407	1,27	418	0,91	515	0,94	760	1,26	1616	2,04	936	2,14
PAYS D'AFRIQUE	29	0,09	49	0,11	14	0,03	42	0,07	365	0,46	161	0,37

Source : rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2009

<http://www.multimania.com/algeriafinance/fic/a35>.

- Site internet du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>. –

A partir du **tableau 03**, la valeur des exportations Européenne vers l'Algérie est en croissance régulière, deux ans avant l'entrée en vigueur des accords elle était à 10.097 M\$, elle enregistre 11,729 Mds\$ en 2006, passant à 20,985 Mds\$ et 20,644 Mds\$ respectivement en 2008 et 2009 (entre 2004 et 2009 les importations algériennes en provenance de l'UE sont doublé).

Contrairement aux volumes des exportations vers l'Algérie qui augmentaient chaque année, la part de l'UE dans l'ensemble des importations algériennes a paradoxalement baissé. De 55,15% et 55,29% en 2004 et 2005 respectivement à 54,67 un an après l'application des accords et 52,79 en 2009. Les pays européens fournisseurs demeures les même « la France occupe toujours le premier rang avec plus de 15,71%, suivi par l'Italie et l'Espagne avec les proportions respectives de 9,42% et 7,52% dans les importations de l'Algérie au courant de l'année 2009 ».

Plusieurs facteurs ont contribué à cette baisse, essentiellement l'augmentation du taux de change de l'Euro par rapport au dollar (les recettes Algérienne sont en dollars). Les pays asiatique profitent de la situation et écoulent leurs produits dans le marché algérien, leurs prix est de 30% moins cher que les produits européen. La part de ces derniers passes de 10,66 % en 2004, pour atteindre 19,18 % en 2009. ⁶

Du côté des exportations algérienne par partenaires, elles vont être classées dans **tableau 03**. Ce dernier nous aidera à analyser et comparer les résultats enregistrés avant et après l'entrée en vigueur des accords d'association.

Selon les chiffres du **tableau N°03**, visiblement le même paradoxe enregistré avec les importations c'est produit avec les exportations. Le volume de ces dernières se multiplie, elles passent de 17,396 Mds\$ en 2004 à 41,268 Mds\$ en 2008 et retombe à 23,334 un an après, cette augmentation est dû essentiellement à la flambée des prix du pétrole. Mais la part des importations de l'UE venant de l'Algérie dans le total des exportations algériennes est en baisse, elle passe de 55,64% en 2005 à 52,04 % et 53,41% en 2008 et 2009 respectivement. C'est toujours au bénéfice des pays Asiatiques ainsi que les autres pays de l'OCDE (voir le tableau annexe N°5). L'Algérie n'a pas gagné d'autres marchés au sein de l'UE comme c'était tracer dans les objectifs des accords, elle conserve toujours les mêmes marchés traditionnels « à l'intérieur de cette région économique, on peut relever que notre principal clients est l'Italie qui absorbe plus de 14,4% de nos ventes à l'étranger, suivi par l'Espagne de 12,2% et la France de 10,61% ».⁷

Parmi les objectifs de cet accord figure la création d'une zone commerciale libre, traduite progressivement en la suppression des restrictions commerciales dans une période de 12 à 15 années après son entrée en vigueur. Les accords d'association n'ont pas changés vraiment la structure des échanges algériens. Contrairement à ce qu'on attendait, les parts des deux partenaires dans le total de leurs échanges ont régressé. Malgré qu'il est tôt de tirer des conclusions pour des accords qui viennent d'entrée en vigueur, mais après 4ans♣ d'application la moindre étincelle d'une amélioration en terme des échanges entre les deux partenaires n'est enregistré.

8. L'évolution du commerce extérieur au cours de la période considérée 2010/2014

En 2010 déjà, les importations en provenance des pays de l'Union européenne s'élevaient à 20 milliards de dollars et les exportations en direction de ces pays à 25 milliards de dollars. En 2011, le commerce extérieur algérien a enregistré au cours de l'année 2011 un volume des importations de 47,25 milliards de dollars US, soit une augmentation de 16,74% par rapport aux résultats de l'année 2010. Quant aux exportations, elles ont atteint un volume de 73,49 milliards de dollars US, en augmentation de 28,81% par rapport aux résultats de l'année 2010. Cette tendance à la hausse plus importante pour les exportations s'est répercutée sur l'excédent de la balance commerciale, qui est passé de 16,58 milliards de dollars US en 2010 à plus de 26 milliards de dollars US durant l'année 2011. Soit une hausse de l'ordre de 58,27%. Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de 156% en 2011, contre 141% en 2010. En ce qui concerne la répartition par régions économiques au cours de l'année 2011, c'est avec les pays de l'OCDE que les échanges extérieurs de l'Algérie sont les plus importants, plus particulièrement avec les pays de l'Union européenne. En effet, les pays de l'OCDE occupent les parts les plus importantes avec 63,5% de nos importations et 83,5% de nos exportations. Les pays de l'Union européenne sont toujours les principaux partenaires de l'Algérie, avec les proportions respectives de 52,10% des importations et de 50,77% des exportations.⁸

Par rapport à l'année 2010, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une hausse de 18,89%, passant de 20,7 milliards de dollars US, en 2010, à 24,62 milliards de dollars US en 2011, et les exportations de l'Algérie vers ces pays ont augmenté de 9,3 milliards de dollars US, soit 33,20%. A l'intérieur de cette région économique, on peut relever que notre principal client est l'Italie, qui absorbe près de 14,22% de nos ventes à l'étranger, suivie par l'Espagne de 9,8% et la France de 8,9%.⁹

Pour les principaux fournisseurs, la France occupe toujours le premier rang avec 15,07%, suivie par l'Italie et l'Espagne avec les proportions respectives de 9,9% et 7,26% du total des importations de l'Algérie au courant de l'année 2011. En 2012, pour le premier semestre, l'Algérie a enregistré un excédent de 15,78 milliards de dollars contre 12,45 milliards de dollars durant la même période en 2011, soit une hausse de 26,7%. De janvier à juin 2012, les cinq principaux clients de l'Algérie étaient les USA (5,96 milliards de dollars), l'Italie (5,79), l'Espagne (3,54), la France (3,34) et le Canada (2,27). Quant aux fournisseurs, la première place est revenue à la France (3,03 milliards de dollars), suivie de la Chine (2,81), l'Espagne (1,97), l'Italie (1,96) et l'Allemagne (1,30).

La répartition par régions économiques montre que les pays de l'Union européenne restent toujours les principaux partenaires de l'Algérie pour six premiers mois de 2012 avec des proportions de 50,82% des importations et 53,11% des exportations. Par rapport au 1er semestre 2011, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une baisse de 10,49%, passant de 13,07 milliards de dollars à 11,7 milliards de dollars. Par contre, les exportations de l'Algérie vers ces pays ont augmenté de 3,46 milliards de dollars, soit près de 20%. Les pays de l'OCDE (hors UE) viennent en deuxième position avec 13,24% des importations et 31,13 % des exportations de l'Algérie.¹⁰

Ainsi, du fait des programmes d'austérité mis en œuvre par les partenaires européens de notre économie et des restrictions budgétaires imposées par la résorption de leurs déficits publics, il est aisé d'observer qu'excepté pour le premier semestre 2012, la crise de l'euro a pour effet de générer une hausse de nos importations et une baisse de nos exportations, un effet de ciseaux dangereux pour nos équilibres extérieurs et nos moyens de paiements à moyen terme si la crise persiste en Europe. Pour 2012, il convient d'observer que la crise actuelle européenne avec, à la clé, une baisse de la valeur de l'euro par rapport au dollar constitue une des raisons de la baisse saisonnière de la facture d'importation dont 60% sont réglées en euro. Cependant, les Etats de la zone euro, dans le souci de réduire leurs dépenses, pourraient être amenés à supprimer les subventions à leur secteur agricole, ce qui a pour effet direct l'augmentation des factures d'importation de produits alimentaires, notamment les céréales, le lait et les viandes. L'impact sur le pouvoir d'achat des consommateurs algériens ne manquera pas alors de se faire sentir, en particulier en cas de suppression des subventions pour les céréales et le lait.

En effet, avec l'aggravation de la crise en cet été 2012, c'est toute la zone euro qui risque de s'écrouler avec des incidences mondiales, car l'Europe reste la première puissance économique mondiale et, pour l'Algérie, l'Europe le principal marché algérien à l'importation et à l'exportation. C'est dire si, à moyen terme, le risque de dégradation de nos équilibres extérieurs est réel tant que la diversification de l'économie nationale (1,2 milliard de dollars d'exportations hors hydrocarbures) n'a pas atteint une taille critique capable de réduire les multiples

dépendances et vulnérabilités internes et externes de notre pays. Une vision partielle du commerce extérieure Algérienne sera présentée dans ce qui suit ;

Tableau 04 :

La balance commerciale entre 2010 et 2014

VALEUR EN MILLIONS USD	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES	1 526	2 062	2 062	2 165	2 810
EXPORTATIONS HYDROCARBURES	55 527	71 427	69 804	63 752	60 146
TOTAL DES EXPORTATIONS	57 053	73 489	71 866	64 974	62 956
IMPORTATIONS	40 473	47 247	47 490	55 028	58 330
BALANCE COMMERCIALE	16 580	26 242	24 376	9 946	4 626

La source : les rapports ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie de 2000 à 2007. Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

L'Algérie est une économie ouverte, où le commerce extérieur représente près de trois quarts du PIB. Structurellement excédentaire, la balance commerciale algérienne a vu son excédent diminuer fortement en 2013. En un an, cet excédent est passé de 21,5 milliards de dollars à 11 milliards de dollars.¹¹ En cause, une baisse notable des exportations et une hausse concomitante des importations. Les exportations d'hydrocarbures ont continué de représenter la quasi-totalité des exportations mais ont baissé du fait du déclin des réserves et de l'essor de la demande intérieure. La hausse des importations s'explique par l'augmentation du coût des produits importés. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie sont l'Union Européenne, les pays de l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain réunissant les États-Unis, le Mexique et le Canada) et la Chine. L'Algérie importe essentiellement des biens d'équipement, des produits alimentaires et des biens de consommation; et exporte presque exclusivement du pétrole, du gaz et des produits dérivés.¹²

Les résultats globaux en matière des réalisations du commerce extérieur de l'Algérie pour l'année 2010 ont enregistré un excédent de la balance commerciale de 16,58 milliards de dollars US, contre 5,9 milliards de dollars US en 2009, qui s'explique essentiellement par la hausse des exportations 26,24%. En effet, cette tendance à la hausse plus rapide pour les exportations s'est répercutée sur le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 115% en 2009 à 141% durant l'année 2010. Le commerce extérieur Algérien a enregistré au cours de l'année 2011 :

- ✓ Un volume des importations de 47,25 milliards de dollars US, soit une augmentation de 16,74% par rapport aux résultats de l'année 2010.
- ✓ Un volume global des exportations de 73,49 milliards de dollars US, en augmentation de 28,81% par rapport aux résultats de l'année 2010.

Cette tendance à la hausse plus importante pour les exportations s'est répercutée sur l'excédent de la balance commerciale qui est passé de 16,58 milliards de dollars US en 2010 à plus de 26 milliards de dollars US durant l'année 2011. Soit une hausse de l'ordre de 58,27%.

Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de 156% en 2011 contre 141% en 2010.

Le commerce extérieur a enregistré au cours de l'année 2013 :

- ✓ Un volume global des importations de 4,51 milliards de dollars US soit une augmentation de 3,54% par rapport aux résultats du mois de mai 2012.
- ✓ Un volume global des exportations de 5,89 milliards de dollars US, en diminution de 6,47% par rapport aux réalisations du mois de mai 2012.

Cela s'est traduit par un excédent de la balance commerciale de près de 1,38 milliard de dollars US. D'où un taux de couverture des importations par les exportations de 131% pour le mois de mai 2013.

Les résultats globaux obtenus en matière des réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période de l'année 2014 font ressortir un excédent de la balance commerciale de 4,3 milliards de dollars US, soit une diminution de 56,7% par rapport à celui enregistré durant l'année 2013. Cette tendance s'explique simultanément par une hausse des importations et une baisse des exportations enregistrées durant la période sus - citée.

En termes de couverture des importations par les exportations, les résultats en question, dégagent un taux de 107% en 2014 contre 118% enregistré en 2013.

Conclusion:

L'objet de ce travail était d'analyser les effets de l'ouverture sur le développement économique. Les PED depuis quelques années ont fait le choix de l'ouverture dans l'espoir d'avoir une croissance économique.

L'Algérie est bien dotée en termes des ressources naturelles, ce qui explique la concentration des IDE dans le secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, la croissance a le signe attendu mais elle est faiblement significative, Ceci, stipule que l'Algérie a besoin de s'ouvrir davantage sur le monde externe et de mettre en place plus de réformes économiques pour améliorer leurs croissances économiques et leurs attractivités vis-à-vis des investisseurs étrangers. Comme l'estime « ANIMA, 2011 », l'Algérie est surtout pénalisée par le mauvais fonctionnement de son marché financier, le cas de ce pays, qui a les moyens d'une stratégie endogène, du fait de ses ressources pétrolières, est spécifique. L'Algérie gagnerait à s'ouvrir aux IDE, non pas tant à cause du besoin de capitaux, que pour permettre des transferts aux entrepreneurs étrangers comme nationaux, se frotter à la concurrence mondiale.

20 ans après le passage à l'économie de marché, l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur industriel pesant moins de 5% du PIB et est principalement constituée de petits services et de commerces (83% de la superficie économique). Elle est également caractérisée par les « sureffectifs dans les entreprises publiques » ainsi que dans l'administration. Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus de 95% de ses recettes extérieures et 60% du budget de l'État algérien. Le développement des infrastructures et de l'agriculture, qui constituent deux secteurs économiques majeurs en dehors du pétrole, ont largement contribué à ces performances. Le PIB par habitant a atteint 5 451 dollars en 2013, dépassant son pic de l'année 2008 (4 967 dollars). Tous les secteurs ont connu une croissance durant cette période, à l'exception de celui des hydrocarbures où la production est en recul depuis 2006. L'inflation, qui avait grimpé à près de 9 % en 2012 en raison d'une politique budgétaire expansionniste, est retombée depuis à 3 % et reste actuellement à un niveau modéré.

Toutefois, la baisse rapide de la production et des exportations d'hydrocarbures a entraîné une réduction de l'excédent du compte courant extérieur qui, si elle se poursuit, pèsera à terme sur le budget de l'État. L'économie algérienne continue de dépendre pour une large part du secteur des hydrocarbures qui représente environ un tiers du PIB du pays et 98 % de ses exportations. Tandis que la production pétrolière décline, la consommation d'énergie, elle, est à la hausse.

En Algérie, la croissance économique est irréal, puisque elle reflète l'augmentation des exportations des hydrocarbures et non pas l'augmentation des produits et services .cette réalité, nous permet de ne pas faire tromper sur la performance économique réalisé en Algérie ces derniers années.

En 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (– 43,71 %) aggravant fortement une balance commerciale déjà déficitaire¹⁵. Le déficit de la balance des paiements atteint le niveau record de 10,72 milliards de dollars au premier trimestre 2015. L'Algérie pourrait rencontrer des difficultés d'ici 2017-2018 pour payer les salaires de ses fonctionnaires et maintenir ses importations.

L'ouverture économique en général est globalement favorable au développement notamment à la croissance à long terme, mais la relation est généralement indirecte et nécessite un certain temps d'ajustement et d'adaptation.

¹ STIGLITZ J.E., SEN A., FITOUSSI J.P, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009, disponible sur le site : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr> .

² OCDE, *études économiques de l'OCDE* 1994-1995, Norvège, page 05.

³ Office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

⁴ Benabdellah.Y, *Ouverture commerciale et compétitivité de l'économie ,Un essai de mesure de l'impact des accords d'association sur les prix à la production et les prix à la consommation*. Research n°FEM22-37,2005.

⁵ Rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2006 page n°10.

⁶ Rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2009. Page 12.

⁷ Ope cit

* On parle de la période 2005/2009.

⁸ Statistiques du ministère du Commerce et CNIS.

⁹ Ope cit.

¹⁰ OCDE, Perspectives économiques en Afrique, Algérie2013.

¹¹ Office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

¹² Sur le site, <http://algeria.smetoolkit.org/algeria/fr/content/fr/7419/Alg%C3%A9rie-Introduction>.

Les références :

- Benabdellah.Y, Ouverture commerciale et compétitivité de l'économie ,Un essai de mesure de l'impact des accords d'association sur les prix à la production et les prix à la consommation. Research n°FEM22-37,2005.
- <http://algeria.smetoolkit.org/algeria/fr/content/fr/7419/Alg%C3%A9rie-Introduction>.
- OCDE, études économiques de l'OCDE 1994-1995, Norvège,.
- OCDE, Perspectives économiques en Afrique, Algérie2013.
- Office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.
- Office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.
- Rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2006 page n°10.
- Rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2009.
- Statistiques du ministère du Commerce et CNIS.
- STIGLITZ J.E., SEN A., FITOUSSI J.P, Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009, disponible sur le site : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr> .